

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 96
N° 20.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 18
NO TETEPA 1947.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc.....	5 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1947 4 sept.	Loi n° 47-1708, modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française (Arrêté de promulgation n° 1073 a.g.f. du 11 septembre 1947).....	395
6 sept.	Décret n° 47-1736, déterminant les modalités d'application dans les territoires d'outre-mer de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française (Arrêté de promulgation n° 1073 a.g.f. du 11 septembre 1947).	396

ACTE DU GOUVERNEMENT LOCAL

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo.— M. Shiu Kao Yee c. i. n° 4989, 398

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 1073 a.g.f., promulguant des actes du pouvoir central.

(Du 11 septembre 1947).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'O-CÉANIE,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu les télégrammes n° 349 et 351 CIR/AP/SE du 9 septembre 1947 du ministre de la France d'outre-mer.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :1^o) Loi n° 47-1708 du 4 septembre 1947 modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française ;2^o) Décret n° 47-1756 du 6 septembre 1947 déterminant les modalités d'application dans les territoires d'outre-mer de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 11 septembre 1947.

P. MAESTRACCI.

LOI n° 47-1708 modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française.

(Du 4 septembre 1947.)

L'Assemblée Nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée Nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique.— Les paragraphes 2^e et 3^e de l'article 4 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 4. —
2° Représentants des territoires de la République française d'Outre-mer :

Territoire du Sénégal.....	3
Territoire de la Côte d'Ivoire.....	4
Territoire du Soudan.....	5
Territoire du Niger.....	3
Territoire de la Guinée.....	4
Territoire de la Mauritanie.....	1
Territoire du Dahomey.....	2
Territoire de la Haute Volta.....	5
Territoire du Togo.....	1
Territoire du Cameroun.....	5
Territoire du Gabon.....	1
Territoire du Moyen Congo.....	1
Territoire de l'Oubangui.....	2
Territoire du Tchad.....	3
Territoire de Madagascar.....	7
Territoire des Comores.....	1
Territoire des Somalis.....	1
Territoire de l'Inde française.....	1
Territoire de la Nouvelle-Calédonie.....	1
Territoire des Etablissements français de l'Océanie.....	1
Territoire de Saint-Pierre et Miquelon.....	1

3° Représentants des zones territoriales de la République française d'Outre-mer :

Algérie..... 6

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 septembre 1947.

VINCENT AURIOL.

DÉCRET n° 47-1756 déterminant les modalités d'application dans les territoires d'outre-mer de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'assemblée de l'Union française.

(Du 6 septembre 1947.)

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 46-815 du 26 avril 1946 tendant à rendre applicables pour 1946 aux assemblées prévues par la constitution les inéligibilités relatives aux élections de 1945, ensemble la loi n° 46-2175 du 8 octobre 1946 qui l'a modifiée et complétée ;

Vu la loi n° 46-2174 du 4 octobre 1946 relative à l'inéligibilité ;

Vu la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'assemblée nationale ;

Vu la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 modifiée par la loi du 4 septembre 1947 sur la composition et l'élection de l'assemblée de l'Union française et notamment son article 16 ainsi conçu : « Des règlements d'administration publique détermineront les modalités d'application de la présente loi notamment les règles de représentation et d'élection propres à chaque territoire ou groupe de territoire, les modalités de représentation des Etats associés, la date des premières élections et les mesures transitoires applicables à la première assemblée de l'Union française » ;

Vu le décret n° 46-2189 du 9 octobre 1946 fixant les moda-

lités d'application dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer du titre VI de la loi susvisée du 27 octobre 1946 ;

Vu les décrets du 25 octobre 1946 portant institution d'assemblées représentatives territoriales dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 45-2786 du 9 novembre 1945 instituant un conseil représentatif à la Côte Française des Somalis ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I

Dispositions générales.

Article 1^{er}. — Les représentants des territoires d'outre-mer à l'assemblée de l'Union française sont élus :

1°) Dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de Saint-Pierre et Miquelon, des Comores ainsi que dans les territoires du groupe de l'Afrique Occidentale française par le conseil général ;

2°) Dans les Etablissements français de l'Inde, dans les Etablissements français de l'Océanie et dans les territoires du Cameroun et du Togo, par l'assemblée représentative ;

3°) Dans les territoires du groupe de l'Afrique Equatoriale française et à la Côte française des Somalis, par le conseil représentatif ;

4°) A Madagascar par l'ensemble des assemblées provinciales.

Art. 2. — Pour procéder aux élections les assemblées territoriales sont convoquées à leur siège par arrêté du chef du territoire publié vingt jours au moins avant la date fixée pour le scrutin.

TITRE II

Déclarations de candidatures.

Art. 3. — Pour être candidat à l'assemblée de l'Union française il faut être âgé de vingt trois ans accomplis et avoir l'exercice des droits politiques.

Art. 4. — Lorsqu'il n'y a qu'un seul représentant à élire, chaque candidat doit déposer au Gouvernement du territoire, au plus tard le septième jour précédant le scrutin, une déclaration de candidature revêtue de sa signature légalisée. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite.

Cette déclaration doit mentionner :

1°) Les nom, prénoms, date et lieu de naissance du candidat ;

2°) Le territoire d'outre-mer dans lequel le candidat se présente.

Art. 5. — Lorsqu'il y a lieu d'élire deux représentants ou plus, les déclarations de candidature sont faites sous la forme de listes. Toute liste fait l'objet, au plus tard le septième jour précédant le scrutin d'une déclaration revêtue de la signature légalisée de tous les candidats et déposée au Gouvernement du territoire et à Madagascar au Gouvernement général. A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite.

Il est donné aux déposants un reçu provisoire de la déclaration ; le récépissé définitif est délivré dans les trois jours du dépôt si la déclaration est conforme aux prescriptions des articles 4 à 8 du présent décret, et à celle des lois en vigueur.

Art. 6. — La déclaration de candidature doit mentionner :

1°) Les nom, prénoms, date et lieu de naissance et l'ordre de représentation des candidats ;

2°) Le territoire dans lequel la liste est présentée.

Toute liste doit, à peine de nullité, comporter un nombre de noms de candidats égal à celui des sièges à pourvoir.

Aucun retrait de candidature n'est admis après le dépôt de la liste. En cas de décès d'un candidat après le dépôt de la liste, les candidats figurant sur la liste ont le droit de le remplacer par un nouveau candidat au rang qui leur convient.

Art. 7. — Nul ne peut être candidat dans plus d'un territoire ou sur plus d'une liste. Nul ne peut être candidat dans un territoire d'outre-mer s'il est candidat dans les départements de l'Algérie, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion ou de la Guyane ou dans un autre pays de l'Union française.

Art. 8. — Aucune candidature ou aucune liste présentée en violation des dispositions des articles 4, 5, 6 et 7 du présent décret ne sera enregistrée. Il en sera de même de la déclaration d'un candidat inéligible d'après l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics après la libération et les textes qui l'ont modifiés ainsi que des listes sur lesquelles figure un ou plusieurs candidats inéligibles en vertu du même article.

Les suffrages obtenus par un candidat dont la candidature n'a pas été enregistrée ou par une liste qui n'a pas été enregistrée sont nuls.

En cas de contestation au sujet de l'enregistrement d'une candidature, le candidat intéressé peut se pourvoir devant le conseil du contentieux administratif qui statue en dernier ressort dans les trois jours.

Si la déclaration de candidature d'une personne ou d'une liste sur laquelle figure une personne inéligible d'après l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 précitée et les textes qui l'ont modifiée a été cependant enregistrée, soit par suite d'une erreur matérielle, soit parce que l'inéligibilité n'était pas connue à la date de l'enregistrement, le ou les candidats ne sont pas proclamés élus.

TITRE III

Opérations électorales.

SECTION I

Dispositions relatives à l'élection des représentants des territoires autres que Madagascar.

Art. 9. — Pour l'élection des représentants des territoires autres que Madagascar à l'assemblée de l'Union française, les membres de l'assemblée territoriale constituent un collège unique.

Le bureau de vote est composé du membre le plus âgé de l'assemblée, président, et des deux membres les plus jeunes de l'assemblée. Les candidats ne peuvent être appelés à faire partie du bureau qu'à défaut d'autres membres de ladite assemblée.

Art. 10. — Les résultats du ou des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du bureau. Chaque opération de recensement est constatée par un procès-verbal qui est transmis au chef du territoire avec les pièces y annexées.

SECTION II

Dispositions relatives à l'élection des représentants du territoire de Madagascar.

Art. 11. — Pour l'élection des représentants du territoire de Madagascar à l'assemblée de l'Union française, les membres des assemblées provinciales constituent un collège électoral unique. Chaque assemblée constitue un bureau de vote. Le bureau de vote est composé du membre le plus âgé de l'assemblée, président et des deux membres les plus jeunes de l'assemblée présents à l'ouverture du scrutin.

Toutefois, les membres des assemblées provinciales candidats ne peuvent être appelés à faire partie du bureau qu'à défaut d'autres membres de ladite assemblée.

Art. 12. — Les résultats du scrutin sont recensés par le bureau et proclamés immédiatement par le président du bureau. L'opération de recensement est constatée par un procès-verbal qui est transmis avec les pièces y annexées à une commission de recensement général des votes composée de cinq membres.

Cette commission est présidée par le président de la cour d'appel ou à son défaut par un conseiller à cette cour, choisis dans l'ordre du tableau. Les quatre membres sont nommés par un arrêté du gouverneur général qui fixe également le lieu où siège la commission.

L'opération de recensement général est constatée par un procès-verbal. Le résultat du recensement général est proclamé par le président de la commission qui adresse immédiatement au gouverneur général tous les procès-verbaux et pièces y annexées.

SECTION III

Dispositions communes.

Art. 13. — Le président du bureau de vote a la police des opérations électorales. Le bureau statue sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de ces opérations.

Art. 14. — Le vote a lieu au scrutin secret.

Peuvent seuls assister aux opérations électorales les candidats ou leurs représentants.

Art. 15. — Le scrutin ne dure qu'un seul jour. Dans le cas de scrutin uninominal à deux tours, le premier tour a lieu le matin, le second l'après-midi.

Les heures d'ouverture et de clôture du ou des scrutins sont fixées par arrêté du chef du territoire. Toutefois si le président du bureau constate que tous les électeurs inscrits sur la liste de son bureau ont pris part au vote, il peut déclarer le scrutin clos avant l'heure fixée.

Art. 16. — Les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante du candidat ou de la liste choisie, ceux qui portent un signe de reconnaissance ou l'une des modifications prévues à l'alinéa 3 de l'article 18 ci-après, les bulletins émis au nom d'un candidat ou d'une liste de candidats dont la déclaration n'a pas été régulièrement enregistrée et ceux émis au nom d'un candidat tombant sous le coup des dispositions de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 et les textes qui l'ont modifiée, n'entrent pas en compte dans le calcul des suffrages exprimés mais ils sont annexés au procès-verbal.

TITRE IV

Attributions des sièges.

Art. 17.— Lorsqu'il n'y a qu'un représentant à élire, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages des membres de l'assemblée qui composent le collège électoral.

Au deuxième tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative quel que soit le nombre des votants. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de suffrages le plus âgé est proclamé élu.

Art. 18.— Lorsqu'il y a deux représentants ou plus à élire, l'élection a lieu au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

Chaque électeur dispose d'un suffrage de liste à donner à une des listes en présence.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste complète sans radiation, ni adjonction de noms et sans modifier l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin ne remplissant pas ces conditions.

Art. 19.— Les sièges sont répartis entre les diverses listes en présence, suivant le calcul de la plus forte moyenne.

A cet effet, le premier siège est attribué à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de voix, puis chacun des sièges restant à pourvoir est conféré successivement à celle des listes pour laquelle la division du nombre de suffrages recueillis par le nombre des sièges qui lui ont déjà été attribués plus un donne le plus fort résultat.

Les sièges revenant à une liste sont attribués aux candidats suivant l'ordre. Si deux ou plusieurs listes ont obtenu le même nombre de voix, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Pour l'attribution des sièges suivants, si deux ou plusieurs listes ont obtenu les mêmes moyennes; le siège est attribué à celle des listes qui a obtenu le plus grand nombre de voix. Si plusieurs listes ont obtenu à la fois la même moyenne et le même nombre de voix, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élus.

Dans le cas où il ne reste qu'un seul siège à pourvoir et, ou deux, ou plusieurs listes ont obtenu les mêmes moyennes, ledit siège est attribué à la liste qui n'a pas encore été pourvue d'un siège. Si toutes les listes ont été pourvues d'un siège il est procédé conformément à l'alinéa précédent.

Art. 21.— En cas d'annulation dans un territoire, il est procédé à de nouvelles élections dans un délai de trois mois.

TITRE V

Dispositions diverses.

Art. 22.— Les candidats font imprimer ou établissent à leurs frais les bulletins de vote et circulaires électorales qui sont remis par les soins de l'administration aux membres de l'assemblée, à raison de quatre bulletins de vote et de deux circulaires électorales au maximum par membre.

Le versement d'un cautionnement n'est pas exigé des candidats.

Les dépenses de propagande électorale sont à leur charge.

Un arrêté du gouverneur général pour les territoires groupés, détermine en tant que de besoin; les autres modalités de la propagande électorale.

Art. 23.— Les électeurs peuvent utiliser l'un des bulletins

de vote imprimés ou établis par les soins des candidats ou écrire eux-mêmes leur bulletin.

Art. 24.— Sur tous les points qui ne sont pas réglés par la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 susvisée ou par le présent décret, les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur dans les territoires d'outre-mer pour l'élection des députés à l'assemblée nationale sont applicables aux élections visées par le présent décret.

Art. 25.— La date des élections pour la désignation des représentants des territoires d'outre-mer à l'assemblée de l'Union française est fixée :

Au 11 octobre 1947 dans les territoires du Cameroun, de la Nouvelle-Calédonie et du Togo ;

Au 12 octobre 1947 dans les territoires des Comores, de Saint-Pierre et Miquelon et dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Au 19 octobre 1947 dans les territoires du groupe de l'Afrique Equatoriale française ;

Au 3 novembre 1947 dans les territoires du groupe de l'Afrique Occidentale, à l'exception du territoire de la Haute-Volta.

Art. 26.— Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 6 septembre 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommode.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommode" est ouverte, pendant quinze jours à compter du 19 septembre 1947, sur une demande formulée par M. Shiu Kao Yee c.i. n° 4689, demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sur sa propriété, parcelle de la terre Puea, sise quartier Temaeo, une huilerie-savonnerie, comprenant notamment un moteur à huile lourde de 15 C.V.

L'enquête dont il s'agit sera close le 3 octobre 1947 à 17 heures. M. Bernast A., subdivisionnaire des Travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 27 août 1947.

Le Gouverneur,

MAESTRACCI.